

GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	23.01.2018	13h53	18.106	DJSC
Annule et remplace				

Auteur(s) : Groupe socialiste		
Titre : Investissements fossiles : qu'en est-il de prévoyance.ne ?		
<p>Contenu :</p> <p>Selon l'Accord de Paris, qui vise à limiter le réchauffement climatique et à s'adapter aux effets des changements climatiques, les pays signataires s'engagent pour un troisième objectif, qui est de mettre en cohérence les flux financiers avec les objectifs climatiques.</p> <p>Afin de pouvoir mettre en application ce troisième objectif, la Confédération, par l'intermédiaire de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et du Secrétariat d'État aux questions financières internationales (SFI), a analysé, sur la base d'engagements volontaires, les portefeuilles des caisses de pension et d'assurances suisses, afin de déterminer s'ils sont en adéquation avec l'objectif de 2°C (hausse maximale autorisée).</p> <p>Dans le cadre de cette analyse, 79 investisseurs se sont portés volontaires. Selon le rapport issu de l'analyse, les résultats obtenus couvrent un échantillon représentatif d'environ un tiers des actions cotées et des obligations d'entreprises détenues par des fonds de pension et des assurances; environ 61% des fonds de pension et 70% des assurances suisses ont participé au test.</p> <p>De manière générale, les portefeuilles d'obligations et d'actions cotées des fonds de pension suisses sont, selon l'analyse, sur une trajectoire aboutissant à 6°C d'augmentation, mais en raison de l'évolution des modes d'investissement, l'objectif de 2°C reste atteignable.</p> <p>Convaincu de l'importance de mener de telles analyses pour être en adéquation avec les objectifs de la conception directrice cantonale de l'énergie, le groupe socialiste demande au Conseil d'Etat les réponses aux questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – La caisse cantonale prévoyance.ne a-t-elle participé à l'opération menée par la Confédération ? – Si oui, entend-elle communiquer les résultats de cette analyse au Grand Conseil ? Quelles mesures entend-elle mettre en place pour réduire l'impact de ses investissements sur l'augmentation des émissions de CO₂ ? – Si non, pourquoi n'est-elle pas entrée dans une telle démarche ? Entend-elle toutefois mener une analyse à ce sujet ? 		
Développement :		
Demande d'urgence : NON		
Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) :		
Martine Docourt Ducommun		
Autres signataires (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :
Anne Bourquard Froidevaux	Baptise Hurni	Jonathan Gretillat
Laura Zwygart	Johanne Lebel Calame	Marie-France Matter
Françoise Gagnaux	Antoine de Montmollin	Annie Clerc-Birambeau
Carole Bille	Corine Bolay Mercier	Philippe Loup